

COACTIS SANTE

Association déclarée sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 1, boulevard Pasteur - 75015 PARIS

Immatriculée auprès de la Préfecture de PARIS sous le n° W751207842
Et sous le n° SIREN 529 902 728

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 13 JUIN 2025

L'an deux mille vingt-cinq,
Et le treize juin à 11 heures,

Les membres de l'Association COACTIS SANTE (l'« **Association** »), se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle, au siège social, sur convocation du Conseil d'administration.

Il a été établi une feuille d'émargement, signée par les membres présents en leur nom propre ou en tant que mandataire. Celle-ci figure en annexe du présent procès-verbal.

L'Assemblée est présidée par Madame Pauline D'ORGEVAL, Présidente de l'Association.

Elle est assistée d'un Secrétaire de séance, Madame Catherine FRANC, Secrétaire Général et Trésorier de l'Association.

Monsieur Philippe DENORMANDIE assiste à l'Assemblée en qualité de co-Président.

La société AUDIT CONSEIL SYNTHESE EXPERTISE (ACSE), représentée par Monsieur Gilles DAURIAC, Commissaire aux comptes de l'Association, dûment convoquée est absente.

La Présidente de séance constate que l'ensemble des membres sont présents ou représentés et que l'Assemblée peut donc valablement délibérer.

Elle dépose sur le Bureau et met à la disposition des membres :

- les statuts de l'Association
- la feuille de présence à l'Assemblée
- l'inventaire des valeurs actives et passives de l'Association, le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice clos le 31 décembre 2024
- le rapport de gestion du Conseil d'administration
- le rapport financier du Trésorier
- les rapports du Commissaire aux comptes
- le texte des décisions soumises à l'approbation des membres.

Puis, la Présidente de séance déclare que l'inventaire, les comptes annuels, les rapports, le texte des résolutions proposées à l'adoption, ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des membres, au siège social, à compter de la convocation de la présente Assemblée.

Les membres lui donnent acte de cette déclaration.

La Présidente de séance rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration sur les comptes et opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et présentation des comptes de cet exercice
- Lecture des rapports du Commissaire aux Comptes
- Approbation des comptes et des opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et des rapports qui le concerne
- Quitus au Président
- Lecture et approbation du rapport d'activité et du rapport financier de l'Association
- Approbation du rapport du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées en application de l'article L 612-5 du Code de commerce
- Affectation du résultat
- Vote du budget de l'exercice 2025,
- Renouvellement du mandat des membres du Conseil d'administration
- Questions diverses
- Pouvoirs

La Présidente de séance donne lecture du rapport du Conseil d'administration.

Cette lecture terminée, la Présidente ouvre la discussion.

Plus personne ne demandant la parole, la Présidente de séance met successivement aux voix les résolutions suivantes :

RESOLUTION 1 **Approbation des comptes de l'exercice 2024**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration sur l'activité de l'Association, du rapport général du Commissaire aux comptes et pris connaissance des comptes annuels afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2024, les approuve tels qu'ils lui sont présentés.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne quitus entier et sans réserve de sa gestion au Conseil d'administration pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

RESOLUTION 2 **Approbation du rapport d'activité et du rapport financier de l'Association**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport d'activité et le rapport financier de l'Association pour l'exercice 2024, les approuve tels qu'ils lui sont présentés.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

RESOLUTION 3
Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

L'Assemblée Générale Ordinaire, en application de l'article L 612-5 du Code de commerce, après avoir entendu le rapport spécial du Commissaire aux comptes, prend acte qu'aucune convention réglementée n'a été poursuivie ou conclue au cours de l'exercice 2024.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

RESOLUTION 4
Affectation du résultat de l'exercice

L'Assemblée Générale décide d'affecter l'excédent de l'exercice, s'élevant à 3 649 Euros, au poste « Report à nouveau ».

CETTE RESOLUTION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

RESOLUTION 5
Budget de l'exercice 2025

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la Présidente de séance, approuve le budget pour l'exercice 2025.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

RESOLUTION 6
Renouvellement du mandat des membres du Conseil d'administration

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration, prend acte que le mandat des membres du Conseil d'administration est arrivé à son terme à la clôture de l'exercice 2024 et décide de renouveler :

- Madame Pauline D'ORGEVAL,
- Monsieur Philippe DENORMANDIE,
- Madame Catherine FRANC,
- et Madame Isabelle ADAMOWICZ

En qualité de membres du Conseil d'administration et ce, pour une durée d'un (1) exercice, soit jusqu'à l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Ces mandats ne seront pas rémunérés.

Les membres du Conseil d'administration déclarent accepter les fonctions qui leurs sont ainsi confiées et n'être frappés d'aucune interdiction ou incompatibilité de nature à l'empêcher de les exercer.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

RESOLUTION 7
Pouvoir pour les formalités

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire du présent procès-verbal pour accomplir les formalités de publicité de l'Association.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout ce qui dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, auquel est annexée la feuille de présence, qui a été paraphé et signé par la Présidente, le co-Président et le Secrétaire.



Madame Pauline d'Orgeval
Présidente



Monsieur Philippe DENORMANDIE
Co-Président

Catherine Franc

Madame Catherine Franc
Secrétaire

Bilan actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, ...	210		210	210
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel, ...				
	Autres immobilisations corporelles	17 035	11 440	5 595	1 292
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS REÇUS PAR LEGS/DONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS				
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
ACTIF CIRCULANT	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	2 495		2 495	1 865
	TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	19 740	11 440	8 301	3 367
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières				
	En-cours de production				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	CRÉANCES				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	98 186		98 186	334 186
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	20 707		20 707	854
	Capital souscrit appelé non versé				
	VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
	Actions propres				
	Autres titres et instruments de trésorerie				
	DISPONIBILITÉS	617 859		617 859	357 250
	CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	2 595		2 595	
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	739 348		739 348	692 290
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Écarts de conversion actif (V)					
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		759 088	11 440	747 648	695 658

Bilan passif

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
FONDS PROPRES	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	RÉSERVES		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves	10 350	10 530
	REPORT À NOUVEAU		
	EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE	3 649	-180
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES		
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
	PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
TOTAL FONDS PROPRES (I)		13 999	10 350
Total fonds reportés et dédiés (II)			
Fonds dédiés reportés			
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)			
PROV.	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	TOTAL PROVISIONS (III)		
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 078	18 084
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	103 520	136 724
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres emprunts obligataires		
	Autres dettes	51	
	Produits constatés d'avance	614 000	530 500
	TOTAL DETTES (IV)	733 650	685 308
Écarts de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF (I+ II + III + IV + V)		747 648	695 658

Compte de résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Total des ventes de biens et services	14 210	
	Vente de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de services	14 210	
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs	1 028 367	856 190
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 026 500	856 070
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public	1 867	120
	Dons manuels		
	Mécénat		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	7	1 870
	TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 042 584	858 060
	Achats de marchandises		
	Variation des stocks de marchandises		
	Autres achats et charges externes	333 698	341 585
	Aides financières		
	Impôts, taxes, et versements assimilés	28 860	15 451
	Salaires et traitements	485 564	354 883
	Charges sociales	191 194	145 913
	Dotations aux amortissements et aux provisions	2 180	854
	Sur actif circulant : dotation aux provisions		
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		
	Report des fonds dédiés		
	Autres charges	7	179
	TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 041 503	858 865
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		1 081	-805

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
PRODUITS FINANCIERS	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 919	625
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)		2 919	625
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)			
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		2 919	625
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV)		4 000	-180
PRODUITS EXCEPTION.	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		
CHARGES EXCEPTION.	Sur opérations de gestion	351	
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	351	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-351	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		1 045 503	858 685
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		1 041 854	858 865
EXCÉDENT OU DÉFICIT		3 649	-180
CONTRIB. VOL. NAT.	Dons en nature	250 000	250 000
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
	TOTAL	250 000	250 000
CONTRIB. VOL. NAT.	Secours en nature	-250 000	-250 000
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Charges de prestations en nature		
	Personnel bénévole		
	TOTAL	-250 000	-250 000

Préambule

Introduction à l'annexe

L'exercice fiscal clos le **31/12/2024** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2023** à **31/12/2023**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **747 648,28 €**.

Le résultat net comptable est **un bénéfice** de **3 649,13 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 5 décembre 2018, modifié par le règlement ANC N°2022-04 du 30 juin 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
 - des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
 - le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées.
- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	N/A
Bureaux	N/A
Agencements	N/A
Mobilier	N/A
Travaux	N/A
Matériel et outillage	
Matériel	N/A
Outillage	N/A
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	N/A
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	N/A
Autres	N/A

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Cas des disponibilités en devise :

Les liquidités disponibles en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change précédent la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion sont directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

Subventions

Inscription proratisée :

La société a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.

Événements significatifs

Evénements post-clôture

Sans impact :

Il n'y a pas eu d'événements significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice.

Changements de méthodes

Changement de réglementation comptable

Il n'y pas eu de changements de méthodes comptable par rapport à l'exercice précédent.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de dévelo...				
Autres immobilisations incorporelles	210			210
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel e...				
Autres immobilisations corporelles	10 552	6 483		17 035
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts	1 865	630		2 495
Autres immobilisations financières				

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice N-1
- (B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
- (C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
- (D) Solde des comptes à la date de la plaquette

Amortissements et dépréciations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de dévelo...				
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel e...				
Autres	9 260	2 180		11 440
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts				
Autres				

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
- (B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
- (C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
- (D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des partici...				
Prêts				
Autres immo. financières	2 495	2 495		
Clients douteux				
Autres créances clients	98 186	98 186		
Personnel et comptes rattachés	94	94		
Sécurité sociale et autres org. soci...				
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts	19 853	19 853		
Divers				
Groupes et associés				
Débiteurs divers	760	760		
Charges constatées d'avance	2 595	2 595		
TOTAL	123 983	123 983		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exe...				
Prêts et avances consentis aux as...				

État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	2 595	
TOTAL	2 595	

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	10 530	-180			10 350
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	-180	180	3 649		3 649
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	10 350		3 649		13 999

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux établisse...				
Emprunts et dettes financières div...				
Fournisseurs et comptes rattachés	16 078	16 078		
Personnel et comptes rattachés	26 140	26 140		
Sécurité Sociale et autres org. soci...	60 446	60 446		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	16 934	16 934		
Dettes sur immobilisations et com...				
Groupe et associés				
Autres dettes	51	51		
Produits constatés d'avance	614 000	614 000		
TOTAL	733 650	733 650		
Emprunts souscrits en cours d'exe...				
Emprunts remboursés en cours d'e...				
Montant des emprunts et dettes c...				

Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance	Montant	Commentaire
Produits constatés d'avance	-614 000	
TOTAL	-614 000	

Informations relatives au compte de résultat

État des charges à payer et des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Etat - Produits à recevoir	-969	
TOTAL	-969	

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parve...	3 832	
Personnel - Dettes provisionnées ...	26 077	
Personnel - Autres charges à payer	63	
Organismes sociaux - Charges so...	13 185	
État - Charges à payer	233	
TOTAL	43 389	

Honoraires CAC

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de **2.400** euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 2.400 euros,
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : **0** euros.

Opérations et engagements envers les organes d'administration de direction ou de surveillance

Information sur les rémunérations

Les dirigeants de l'association ne perçoivent pas de rémunération pour leurs fonctions.

Informations relatives à l'effectif

Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Hommes	Femmes	Total
Cadres	2	7	9
Non-cadres			
Employés			

COACTIS SANTE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

SIREN 529 902 728

85 boulevard de Port Royal

75013 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association COACTIS SANTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de dissoudre l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés

- jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Artigues-près-Bordeaux, le 05 juin 2025

Pour A.C.S.E

Gilles DAURIAC

Commissaire aux comptes



Bilan actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, ...	210		210	210
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel, ...				
	Autres immobilisations corporelles	17 035	11 440	5 595	1 292
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS REÇUS PAR LEGS/DONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS				
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
ACTIF CIRCULANT	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	2 495		2 495	1 865
	TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	19 740	11 440	8 301	3 367
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières				
	En-cours de production				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	CRÉANCES				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	98 186		98 186	334 186
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	20 707		20 707	854
	Capital souscrit appelé non versé				
	VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
	Actions propres				
	Autres titres et instruments de trésorerie				
	DISPONIBILITÉS	617 859		617 859	357 250
	CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	2 595		2 595	
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	739 348		739 348	692 290
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Écarts de conversion actif (V)					
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		759 088	11 440	747 648	695 658

Bilan passif

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
FONDS PROPRES	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	RÉSERVES		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves	10 350	10 530
	REPORT À NOUVEAU		
	EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE	3 649	-180
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES		
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
	PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
TOTAL FONDS PROPRES (I)		13 999	10 350
Total fonds reportés et dédiés (II)			
Fonds dédiés reportés			
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)			
PROV.	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	TOTAL PROVISIONS (III)		
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 078	18 084
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	103 520	136 724
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres emprunts obligataires		
	Autres dettes	51	
	Produits constatés d'avance	614 000	530 500
	TOTAL DETTES (IV)	733 650	685 308
Écarts de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF (I+ II + III + IV + V)		747 648	695 658

Compte de résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Total des ventes de biens et services	14 210	
	Vente de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de services	14 210	
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs	1 028 367	856 190
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 026 500	856 070
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public	1 867	120
	Dons manuels		
	Mécénat		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	7	1 870
	TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 042 584	858 060
	Achats de marchandises		
	Variation des stocks de marchandises		
	Autres achats et charges externes	333 698	341 585
	Aides financières		
	Impôts, taxes, et versements assimilés	28 860	15 451
	Salaires et traitements	485 564	354 883
	Charges sociales	191 194	145 913
	Dotations aux amortissements et aux provisions	2 180	854
	Sur actif circulant : dotation aux provisions		
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		
	Report des fonds dédiés		
	Autres charges	7	179
	TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 041 503	858 865
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 081	-805

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
PRODUITS FINANCIERS	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 919	625
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)		2 919	625
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)			
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		2 919	625
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV)		4 000	-180
PRODUITS EXCEPTION.	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		
CHARGES EXCEPTION.	Sur opérations de gestion	351	
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	351	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-351	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		1 045 503	858 685
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		1 041 854	858 865
EXCÉDENT OU DÉFICIT		3 649	-180
CONTRIB. VOL. NAT.	Dons en nature	250 000	250 000
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
	TOTAL	250 000	250 000
CONTRIB. VOL. NAT.	Secours en nature	-250 000	-250 000
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Charges de prestations en nature		
	Personnel bénévole		
	TOTAL	-250 000	-250 000



Préambule

Introduction à l'annexe

L'exercice fiscal clos le **31/12/2024** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2023** à **31/12/2023**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **747 648,28 €**.

Le résultat net comptable est **un bénéfice** de **3 649,13 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 5 décembre 2018, modifié par le règlement ANC N°2022-04 du 30 juin 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
 - des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
 - le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées.
- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	N/A
Bureaux	N/A
Agencements	N/A
Mobilier	N/A
Travaux	N/A
Matériel et outillage	
Matériel	N/A
Outillage	N/A
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	N/A
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	N/A
Autres	N/A

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Cas des disponibilités en devise :

Les liquidités disponibles en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change précédent la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion sont directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

Subventions

Inscription proratisée :

La société a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.

Événements significatifs

Evénements post-clôture

Sans impact :

Il n'y a pas eu d'événements significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice.

Changements de méthodes

Changement de réglementation comptable

Il n'y pas eu de changements de méthodes comptable par rapport à l'exercice précédent.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de dévelo...				
Autres immobilisations incorporelles	210			210
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel e...				
Autres immobilisations corporelles	10 552	6 483		17 035
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts	1 865	630		2 495
Autres immobilisations financières				

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice N-1
(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de la plaquette

Amortissements et dépréciations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de dévelo...				
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel e...				
Autres	9 260	2 180		11 440
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts				
Autres				

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des partici...				
Prêts				
Autres immo. financières	2 495	2 495		
Clients douteux				
Autres créances clients	98 186	98 186		
Personnel et comptes rattachés	94	94		
Sécurité sociale et autres org. soci...				
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts	19 853	19 853		
Divers				
Groupes et associés				
Débiteurs divers	760	760		
Charges constatées d'avance	2 595	2 595		
TOTAL	123 983	123 983		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exe...				
Prêts et avances consentis aux as...				

État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	2 595	
TOTAL	2 595	

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	10 530	-180			10 350
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	-180	180	3 649		3 649
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	10 350		3 649		13 999

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux établisse...				
Emprunts et dettes financières div...				
Fournisseurs et comptes rattachés	16 078	16 078		
Personnel et comptes rattachés	26 140	26 140		
Sécurité Sociale et autres org. soci...	60 446	60 446		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	16 934	16 934		
Dettes sur immobilisations et com...				
Groupe et associés				
Autres dettes	51	51		
Produits constatés d'avance	614 000	614 000		
TOTAL	733 650	733 650		
Emprunts souscrits en cours d'exe...				
Emprunts remboursés en cours d'e...				
Montant des emprunts et dettes c...				

Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance	Montant	Commentaire
Produits constatés d'avance	-614 000	
TOTAL	-614 000	

Informations relatives au compte de résultat

État des charges à payer et des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Etat - Produits à recevoir	-969	
TOTAL	-969	

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parve...	3 832	
Personnel - Dettes provisionnées ...	26 077	
Personnel - Autres charges à payer	63	
Organismes sociaux - Charges so...	13 185	
État - Charges à payer	233	
TOTAL	43 389	

Honoraires CAC

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de **2.400** euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 2.400 euros,
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : **0** euros.

Opérations et engagements envers les organes d'administration de direction ou de surveillance

Information sur les rémunérations

Les dirigeants de l'association ne perçoivent pas de rémunération pour leurs fonctions.

Informations relatives à l'effectif

Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Hommes	Femmes	Total
Cadres	2	7	9
Non-cadres			
Employés			